

NOTE DE LA COMMISSION ECONOMIQUE EN VUE DE NOTRE CAMPAGNE DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES

Pages numérotées en haut.

NOTATIONS GRAPHIQUE REPÈRES INDICATIFS :

Chapitres en rouge soulignés : I.

Sous-chapitres en bleu et italique : A.

Thèmes de sous-chapitre en vert italique et soulignés : 1.

Sous-développement des thèmes : ● et -

En cette période de respiration du déconfinement, sous l'effet encore actif des anesthésiants des plans dits de « relance », la brutalité de la crise, telle qu'elle est déjà, telle qu'elle va frapper dans les mois qui viennent, n'est pas encore perçue à sa véritable mesure. Mais nous devons l'anticiper. La pandémie est toujours là, en raison d'un accès limité de la population mondiale aux vaccins, car les capacités de production sont limitées par la logique de rentabilité des « Bigpharma » et l'appropriation privée des brevets. Le déclassé industriel du pays se poursuit, avec des délocalisations majeures de productions mais aussi de centres de recherche de la part d'entreprises qui émargent aux plans de relance. Le projet macroniste de mettre fin aux principes fondateurs de notre Sécurité sociale pour livrer la protection sociale au marché est mis en œuvre avec détermination, les services publics de toute nature, y compris pour les missions régaliennes, sont démantelés pièce par pièce, la transformation écologique est déviée de toute trajectoire efficace par le capitalisme vert et les lobbies. Ce ne sont que quelques exemples qui rappellent que la domination du capital règne sur les vies, écrase le travail, quand la révolution informationnelle appelle au contraire à sa créativité et à sa libération. Nombre de régimes politiques sont atteints d'une dérive autoritaire pour brider les résistances et les échappées vers de nouveaux rapports sociaux. Les relations internationales pacifiques et coopératives dont les êtres humains et la planète ont tant besoin sont elles aussi minées par les rapports de domination et de concurrence : guerre économique américaine contre la Chine, conflits sur les ressources naturelles (eau, gaz, métaux rares), surarmement généralisé, refus de construction de biens mondiaux publics et communs (vaccin, monnaie, espace, etc.). Le culte de la concurrence, les discriminations de toutes natures ont aussi des effets sur les représentations mentales: l'individualisme et idéologie du tous contre tous progressent, même si notre pays a une histoire qui lui permet de mieux résister que d'autres. C'est finalement l'imaginaire collectif sur la capacité de notre société à changer de cap qui est atteint par cette crise multiforme.

C'est donc ici et maintenant, et pas dans le rêve du monde d'après pour des lendemains lointains, qu'il faut se confronter à la domination d'un capital empêtré dans sa crise de rentabilité si nous voulons sortir de l'ornière d'une crise de civilisation.

I. Pourquoi les questions économiques sont des questions éminemment politiques

A. Parce que nous voulons changer le système économique

Nous affichons comme d'autres à gauche, une ambition transformatrice. Mais ce qui fait du projet communiste un projet révolutionnaire, c'est la cohérence entre les objectifs sociaux et écologiques qu'il se fixe, et les conquêtes démocratiques, objectifs de lutte, qu'il met en regard pour réaliser ces objectifs :

des conquêtes sur l'utilisation de l'argent (fonds publics, crédit des banques, profits des entreprises), des conquêtes de pouvoirs (lieux de travail, lieux de vie, système politique).

C'est dans cette cohérence entre objectifs, conquête de pouvoirs démocratiques et moyens financiers que s'imbriquent étroitement l'économique et le politique dans nos propositions.

Le texte d'orientation « Reconstruire l'espoir » adopté par la conférence nationale, puis par un vote clair et très majoritaire des communistes, s'inscrit bien dans cette vision, avec les axes de campagne qu'il décline.

« La grande ambition de services publics, de protection et de promotion de biens communs, pour libérer l'essentiel de nos vies des logiques de profit » qui figure en tête du programme politique peut-elle se réaliser sans que les salariés et les usagers ne conquièrent de nouveaux pouvoirs et sans qu'une maîtrise sociale de l'utilisation de l'argent soit progressivement instaurée ?

« Le nouvel âge de la Sécurité Sociale ... qui garantit à chacune et chacun une vie digne et émancipée par de nouvelles libertés dans le travail et hors du travail », avec l'ambition d'une Sécurité-Emploi-Formation peut-il advenir sans que toutes les institutions, y compris territoriales, rentrent dans une autre relation avec les entreprises, pour y imposer la responsabilité sociale et territoriale, faire de l'emploi et la formation les objectifs qui conditionnent l'investissement, au lieu de faire de l'emploi la résultante de l'investissement, décidé sous contrainte de rentabilité financière. C'est la même condition d'emprise collective sur les décisions économiques qui s'impose pour faire émerger un « mode de production et de consommation écologique et social ».

« Renouer partout, pour toutes et tous, avec les principes de la République » peut-il se concevoir en les rendant selon l'expression de Jaurès « rois dans la cité » tout en les laissant « serfs dans l'entreprise » ? S'acheminer vers « une planète durable, solidaire et en paix » est-il possible sans mettre en cause les rapports économiques de domination qui s'exercent à travers le libre-échange, la subordination au dollar, les institutions internationales dominées par les États-Unis ?

Agir « pour une construction européenne...associant librement des nations et des peuples souverains » peut-il se faire sans libérer l'euro et la BCE de leur soumission au service des marchés financiers, sans faire reculer les logiques de concurrence pour construire des coopérations répondant aux énormes besoins actuels, sanitaires, sociaux et écologiques ?

Quels qu'en soient les domaines, les objectifs politiques d'émancipation impliquent comme condition économique incontournable que l'on fasse reculer les pouvoirs et la logique du capital, et ces transformations économiques posent les conditions politiques de leur réalisation. Les questions économiques sont donc des questions éminemment politiques.

B. Parce-que les rapports de force gagnants se construisent dans la politisation des luttes

Il y a besoin de passer des luttes économiques et sociales, souvent défensives, localisées sur l'entreprise, voire sur un site, à des luttes offensives, qui unifient le salariat sur des objectifs politiques, donnent un sens de société à leurs combats, créent la convergence de luttes au sein d'une même filière et surmontent les fractionnements catégoriels entre ingénieurs, techniciens et ouvriers.

L'exemple emblématique aujourd'hui de cet effort de politisation, c'est, à la suite de l'acte 1 des États Généraux de l'énergie organisés par le PCF, en appui sur les multiples luttes du secteur, dans l'industrie (GE), dans les services (EDF, CEA), l'élaboration collective d'un projet commun de pôle public de l'énergie, articulant industrie et services, incluant certaines nationalisations (GE), des propositions de financement, et décentralisé en propositions régionales (Bourgogne-Franche-Comté, notamment) en fonction des implantations des entreprises, pour répondre au besoin d'un mix électrique assurant une énergie accessible et décarbonnée, adossée à son pilier nucléaire. La proposition de maîtrise publique des

actifs de GE, alors qu'ils sont en passe d'être délocalisés ou mis en vente, commence à rassembler largement (demande expresse de la présidente PS à Macron en BFC). Des ingénieurs viennent de tenir pendant plusieurs jours un piquet de grève à Belfort (forme nouvelle de lutte pour cette catégorie de salariés) pour protester contre les licenciements dans le secteur nucléaire de GE, et demandent eux aussi la fin de la gestion de l'industrie de l'énergie par GE.

Dépasser des luttes confinées à la défense des sites et construire des convergences sur des objectifs politiques transformateurs, c'est donner du souffle aux luttes locales en les inscrivant dans un avenir collectif pensé et partagé, c'est élever la conscience de classe qui unifie le salariat, c'est construire les rapports de force larges et ambitieux qui gagnent.

C. La pensée libérale sépare le politique de l'économique

Les libéraux considèrent que l'économie, pour être efficace, doit obéir à ses lois « naturelles » que sont la concurrence et le guide du taux de profit : les éventuels déséquilibres se résolvent par ajustement automatique des marchés. D'où la délégalation des fonctions de politique économique à des structures hors du système politique, telles que les agences de régulation, une BCE « indépendante » des gouvernements, mais pieds et poings liés aux marchés financiers.

Pour eux, c'est l'activité économique, réputée indépendante des inégalités et des conditions sociales, qui détermine ce qui pourra être distribué en revenus et protection sociale. Dans cette conception, le politique séparé de l'économique a deux fonctions :

1-agir pour « adapter » les règles communes et les normes sociales aux exigences des marchés : flexibilité du marché du travail, réduction de la protection sociale, austérité des dépenses publiques, ouverture à la concurrence des services publics...

2-détourner le débat public sur l'économie, car il est réservé aux experts des marchés, pour le centrer sur l'identitaire et la sécurité.

Mais ils cherchent à relever le défi de la nouvelle situation (révolution informationnelle, financiarisation, mondialisation) : présence et aide d'Etat encore plus forte qu'avant, mais au lieu de la détention majoritaire de quelques entreprises-clé, un accompagnement du capital privé dans une grande multiplicité d'entreprises ; prise en charge publique des dépenses de formation professionnelle et de protection sociale (exonérations) ; conception des services publics comme « filet de sécurité » ; appuyer les monopoles pour partager les coûts de des recherches et donc mobilisation des institutions internationales ; soutiens au sud en cours de revue ; drainage de l'argent vers les bourses et mise en valeur des star-up.

D. La pensée social-démocrate efface les rapports économiques et survalorise l'action politique étatique

La pensée social-démocrate se différencie aussi de la nôtre dans la relation entre l'économie et le politique.

Du côté socialiste ou LFI, les objectifs sociaux tels que l'emploi (avec une conception très traditionnelle de celui-ci), le pouvoir d'achat, la transformation écologique sont inclus dans les programmes politiques. Mais il y a l'illusion du bouton déclencheur de l'État, censé pouvoir résoudre les problèmes par la redistribution fiscale, un programme d'investissements publics ou même (pour LFI) la fonction d'employeur en dernier ressort.

L'Etat assure le niveau de la « demande » globale, au patronat de s'occuper de « l'offre ». Le contenu de l'offre, les gestions des entreprises ne comptent pas, ou plutôt il n'y a pas de débat politique dessus. Au mieux, pour eux, l'Etat peut inciter à développer certains secteurs, mais la liberté de gestion est laissée au patronat. On tend vers le social-libéralisme voire le libéralisme social. Dans une conception plus social-démocrate, on confère des droits aux travailleurs pour discuter de certains éléments de la répartition de la valeur ajoutée et on cherche à intégrer les travailleurs aux décisions patronales.

Mais dans l'ensemble, le peuple délègue, les directions d'entreprises restent maîtresses des décisions qui les concernent, les conquêtes décentralisées de pouvoirs pour décider de ce qu'on produit, comment on le produit, comment on le finance sont ignorées. De même tout ce qui pousse au changement des rapports sociaux et à une nouvelle efficacité, sous l'impulsion de la révolution informationnelle. Or, aujourd'hui, la puissance du capital financier mondialisé, ses organisations étatiques mondiales, (FMI, Banque mondiale,..), sa crise systémique de rentabilité n'offrent presque plus de marges de manœuvre pour des rapports capital/travail plus favorables aux salariés, sans toucher aux pouvoirs du capital. Utiliser le seul levier fiscal pour atteindre une répartition plus juste des revenus ou réduire le chômage sans toucher aux pouvoirs du capital n'est plus possible. Les politiques keynésiennes sont inopérantes. Le projet social-démocrate national n'est qu'une pure volonté vouée à se fracasser contre les dures réalités. Du côté du « pôle écologiste », dont le rassemblement aux régionales fait pencher la balance du côté des idées libérales et éloigne des valeurs de gauche, la décentralisation jusqu'au boutiste est le pendant de l'abandon d'un projet national de transformation. Le changement est conçu comme addition d'expérimentations locales, dans le cadre d'une ouverture à la concurrence et d'un démantèlement des grands services publics (Enercoop versus EDF, Railcoop versus SNCF). La transition énergétique est imaginée sans le pilier nucléaire, sur fond de raréfaction de l'offre et d'augmentation des prix, contre laquelle un vague chèque de soutien est censé protéger les plus modestes. Le fond idéologique derrière la « sobriété » est celui de la décroissance qui épargne les classes aisées des centres urbains, dont ils assurent la représentation politique. Là aussi, paradoxalement, les gestions des entreprises ne sont pas l'objet d'un débat politique : une fois que les « investissements verts » sont faits, l'emploi est créé automatiquement. « La » transition écologique repose sur l'investissement (au sens le plus traditionnel) et elle est fatalement génératrice d'emploi.

II. Les grandes questions au cœur de la campagne présidentielle

A. Le défi de la cohérence

Le défi qui nous est posé est celui de ne pas tomber dans un catalogue de propositions éclatées, qui donneraient le sentiment du « demain, on rase gratis ». Le système capitaliste a sa cohérence, celle de la rentabilité financière. Cela impose de lutter contre celle-ci. D'où le besoin d'une cohérence alternative, même pour des propositions immédiates, sinon toute mesure est contrecarrée ou récupérée par lui. Pour chaque grande question (emploi, pouvoir d'achat, service publics, protection sociale, etc...), il est impératif de donner à voir deux cohérences :

- les changements nécessaires à obtenir, par les luttes, sur les pouvoirs de décision et l'utilisation de l'argent, non seulement public, mais privé (entreprises, banques).
- Ceci implique :
 - de faire de la relation à l'entreprise un axe fort de notre projet transformateur, qui nécessite de nouvelles institutions (locales, régionales, nationales, européennes) et des financements dégagés des

exigences de taux de profit. Il s'agit, dans la confrontation entre salariés, citoyens, entreprises, services de l'état, élus, de déporter la décision économique du seul sommet de l'entreprise vers des lieux d'élaboration collective et de l'armer avec des fonds autres que ceux des actionnaires. Les conquêtes territoriales se conjuguent aux nécessaires conquêtes de pouvoirs des salariés dans l'entreprise.

-de faire de l'emploi et de la formation le levier central de la réponse aux besoins. Cela vaut pour l'objectif de transformation sociale comme pour l'objectif de transformation écologique. Les investissements doivent donc être subordonnés à la création d'emplois, alors qu'aujourd'hui l'emploi n'est qu'une résultante des investissements, décidés eux-mêmes en fonction du critère de rentabilité. L'inversion de la relation emploi/investissement est fondamentale pour sortir des critères capitalistes.

- Derrière les mesures de court terme, la visée du projet de société : une société « où l'épanouissement de chacun est la condition de l'épanouissement de tous », une société au temps libre élargi, où chacun a davantage prise sur son destin individuel et les choix collectif, où l'accès à l'éducation, la culture et à l'ensemble des biens communs est garanti.

B. Les enjeux autour des grandes questions de la campagne

Même si les forces de droite et d'extrême droite s'efforcent d'effacer la question sociale et l'écologie par des débats identitaires, la brutalité de la crise et la paupérisation massive remettront au centre dans quelques semaines l'emploi, l'écologie, le pouvoir d'achat, les services publics et la protection sociale, l'industrie ainsi que les questions internationales sous l'effet des grandes tensions d'une crise mondiale. Quelques grands enjeux sont à clarifier autour de ces questions pour que les messages de la campagne identifient bien notre projet et en montrent l'originalité.

1. La nouveauté de la situation

La révolution informationnelle, écologique et monétaire appelle des réponses profondément nouvelles. Elle appelle une autre conception de l'efficacité économique, contre la rentabilité du capital et l'accumulation, où les capacités humaines deviennent décisives, donc l'emploi et la formation sont centraux, progressivement prioritaires sur les investissements matériels. Le « vieux monde » la prend en favorisant les fusions financières et les rachats coûteux d'entreprises, pour étaler les coûts.

2. Emploi-Formation

L'approche, dans le cadre de la campagne présidentielle, du projet central de Sécurité- Emploi- Formation, a besoin d'être travaillée et traduite en messages clairs :

- qui montrent sa perspective émancipatrice : un projet de société qui libère les individus d'un marché du travail qui asservit,
- qui montrent l'enjeu essentiel : le rôle de l'entreprise, au service du capital ou pour une efficacité économique basée sur l'emploi et la formation
- Des réformes cohérentes de structure à engager au niveau national (nouveaux pouvoirs des salariés, nouveau service public de l'emploi et de la formation, autre crédit bancaire par un pôle public bancaire avec des nationalisations nouvelles, institution nouvelle de concertations et de planification pour l'emploi, la formation et la transformation productive)
- des chantiers et avancées concrètes :

- dans de nouvelles institutions qui l'expérimentent ; les conférences locales et régionales pour l'emploi, la formation et la transformation écologique des productions pour faire reculer les critères capitalistes qui font de l'emploi la variable d'ajustement.

- des chantiers : le plan pour la jeunesse, qui sera une de nos priorités

- Relier la proposition de revenus d'autonomie à l'insertion dans formation initiale et continue,
- porter la proposition du MJCF de prérecrutements dans la santé, l'éducation, les transports ferroviaires

- des nouveaux types de contrats du travail sécurisés, des CDI++, avec un volet formation long et rémunéré

- des obligations faites aux entreprises d'employer des jeunes

- S'attaquer à la précarité de l'intérim des jeunes travailleurs par l'insertion dans une continuité emploi-formation financée par les grands donneurs d'ordre qui usent et abusent de l'intérim (Stellantis ex-PSA par exemple).

Mais aussi les pré-recrutements dans la fonction publique, ou toute la filière de l'énergie, ou encore, une réforme de l'assurance chômage.

3.Écologie

Notre approche est globale, on peut même dire systémique, et non éclatée en mesures-slogans faciles comme d'autres partis politiques.

Le défi écologique exige de changer profondément les rapports de production et de consommation. Il faut s'attaquer à la domination de la rentabilité et de la culture de l'accumulation pour une refonte écologique de la production et de la consommation. L'enjeu écologique renforce nos combats. Bien loin de les décentrer, il les élargit. Il confirme qu'il faut vraiment changer le mode de production et de consommation, qu'il faut une véritable révolution. Il faut une révolution dans les rapports sociaux de production, jusqu'aux techniques de production, une révolution de la répartition et de la consommation, et une révolution des pouvoirs et de la culture. Il faut une révolution qui affronte à la fois les pénuries et le consumérisme, qui ne répond pas aux besoins populaires tout en épuisant travailleurs et travailleuses comme la planète avec des productions inutiles marquées du sceau de l'obsolescence programmée.

Services publics et entreprises sont au cœur de l'enjeu écologique : service public de l'écologie, mais aussi de la santé, de la recherche ou du financement, mais aussi entreprises productives, avec de nouveaux critères de gestion (donc de production et de localisation), banques (avec de nouveaux critères d'investissement et de financement). Nous pouvons faire converger des forces du « dedans » et du « dehors » de l'entreprise, à partir du double enjeu social et écologique qui se rejoignent contre la domination du capital, les critères de rentabilité financière, l'austérité et le système de pouvoirs.

Les solutions de marché, dont la taxe carbone fait partie, ou pire le marché financier des quotas d'émission, ne sont pas des réponses au défi climatique des émissions de GES.

Il faut coordonner, planifier l'activité économique et l'aménagement du territoire selon d'autres critères que le profit.

Il faut des dépenses massives nouvelles pour une nouvelle offre productive industrielle et de services, par les entreprises et les services publics. Pour un pays comme la France, d'après le GIEEC, cela veut dire

3% du PIB pendant 20 ans, soit 125 Md€ actuels par an pendant 20 ans en dépenses nouvelles, soit à l'arrivée un total de 2.500 Md€ actuels.

- **Sur la transition énergétique :**

- l'objectif d'une énergie accessible et décarbonée est la base,

- il en résulte la nécessité d'un mix électrique dont l'évolution planifiée repose sur le pilier nucléaire, assuré par un service public national intégré, démocratisé qui associe toutes les énergies décarbonées (hydroélectricité, biomasse, etc.).

- les nécessaires économies d'énergie ne conduiront pas à la baisse de consommation électrique annoncée par Négawatt (numérique, transport, etc...).

- Le mix électrique est associé à l'exigence d'un développement de nos bases industrielles et de recherche dans l'énergie, toutes composantes réunies : nucléaire (confirmé par le GIEC), hydroélectrique, gaz, (toutes trois mises en grand danger par la stratégie destructrice de General Electric), solaire, géothermie, éolien, etc ...

- **Sur les transports**

C'est la bataille du rail et du fluvial pour réduire le fret routier pour les marchandises.

C'est le refus de l'ouverture à la concurrence pour le transport voyageurs et l'exigence d'une politique de maillage territorial ferroviaire de la SNCF ;

- **Aménagement du territoire, implantations des emplois**

Rapprocher les lieux de travail des lieux de vie. Cela passe par l'élaboration des plans de créations d'emplois des conférences régionales, une réflexion sur l'étalement urbain, la revitalisation des zones rurales et villes bourgs en services publics et activités, lutter contre la spécialisation de l'espace pour une répartition sur l'ensemble du territoire des emplois et des services publics, mais aussi privés (commerce, etc.) ;

- **Une nouvelle industrialisation**

Industrie et écologie vont ensemble : économiser le capital et les consommations de matière pour développer les femmes et les hommes est crucial car ce sont elles et eux qui inventent et mettent en œuvre les procédés nécessaires à la transformation écologique. Il faut réduire les kms de marchandises transportées ; reconstruire des filières industrielles adossées à la demande de services ; mettre en place des procédés de fabrication économes en matières et énergie ; développer l'économie circulaire ; s'attaquer à la financiarisation qui concentre les holdings à un endroit les productions à un autre.

- **Un nouvel âge des services publics et des services à la personne**

Un nouvel âge des services publics est décisif pour réaliser une véritable transition écologique. D'une part, l'écologie a besoin d'un grand service public de l'écologie (certification des procédés, suivi des entreprises, observation des effets, transferts de technologie, etc.). D'autre part elle a besoin de développer énormément les services publics dans de nombreux domaines (transports, énergie, ...). Enfin, elle exige un rééquilibrage profond des activités économiques (et donc du PIB) vers les services à la personne (éducation, formation, santé, culture, protection sociale, personnes âgées, ..).

4. Pouvoir d'achat

Une question centrale sur laquelle là aussi il faut cerner les enjeux qui nous permettront de rassembler.

- **Aborder la question pour l'ensemble du salariat, pas seulement sur le SMIC et les bas salaires. C'est une condition nécessaire pour construire l'unité du salariat par-delà les secteurs (public, privé) par-delà le fractionnement catégoriel (ingénieurs, cadres, techniciens, ouvriers. Les propositions doivent intégrer la**

fonction publique, les retraites, grille des salaires, etc... Cela implique pour le secteur privé la remise en cause de la hiérarchie des normes, qui a été inversée par les lois El Khomri et loi travail de Macron.

- Inscrire ces demandes dans la perspective d'une société où le travail des premiers de corvée, ceux qui nous ont permis de vivre pendant la pandémie, est reconnu.
- associer à la bataille contre les fiscalités indirectes (TVA, taxes écologiques) qui pénalisent les bas revenus.
- Traiter la question des PME-TPE pour lesquels la hausse des salaires pose effectivement un problème d'équilibre financier à court terme : permettre leur développement, seul gage du financement durable d'une hausse des salaires, baisse du coût du capital et compensations des frais bancaires, aide au cas par cas, etc.

5. Services publics et protection sociale

L'enjeu immédiat est celui de la résistance à la privatisation. L'enjeu majeur est celui de leur développement pour répondre aux immenses besoins et donc de leur financement et enfin d'une démocratisation radicale de leur gestion.

- Défendre la cotisation sociale, car elle est un prélèvement sur les profits à la source, dénoncer la fiscalisation qui déresponsabilise l'entreprise et revient à faire principalement payer les salariés. L'ambition est aussi d'en faire de la cotisation modulable un outil d'incitation à valoriser l'emploi, le travail et la formation et économiser le capital.
- Financer les services publics hors marchés financiers c'est à dire recourir à un financement par création monétaire, d'où l'appel au financement de la BCE à 0%.
- Mettre en place des gestions qui associent les salariés et les usagers pour répondre aux besoins.

6. Les questions internationales

Les relations économiques internationales sont dominées par les rapports impérialistes dans une collusion entre Multinationales et grands Etats Capitalistes au service de la domination du capital financier avec un système d'institutions internationales à son service (FMI, OMC, Traités d'investissement, règles de circulation des flux de capitaux), une logique de concurrence, de marchandisation, et la résistance à la construction des biens publics et communs mondiaux que les défis sociaux et climatiques rendent urgents.

L'enjeu d'une toute autre architecture mondiale au service d'une autre logique est urgent.

Cinq questions méritent de traverser la campagne.

- L'Europe dont le statu quo est intenable et conduit soit à l'implosion type Brexit, soit une intégration supranationale autoritaire. Le rapport entre notre projet politique de « peuples et nations librement associés » et les propositions d'échappatoire à la gestion libérale (euro, budgets, dette) doit être plus clairement établi et traduit en propositions claires.
- L'impérialisme US. Les dangers que font peser la guerre économique menée par les États-Unis contre la Chine, la suprématie militaire et diplomatique qu'ils entendent exercer contre toutes les puissances militaires non alliées, la Russie en particulier, sont lourdes de tensions internationales. Le remplacement d'un Trump par Biden rend l'impérialisme américain plus présentable, mais non moins présent. Deux

sujets méritent d'être traités dans la campagne, car la perception de la mondialisation est pour beaucoup un obstacle à l'espérance de changement.

-le commerce et les investissements internationaux, à sortir de l'état du libre-échange, en appui sur les luttes contre le Ceta, le Tafta, etc. Nous voulons promouvoir une « inversion des normes », l'emploi et les biens communs (santé, climat, ...) devenant le but, les échanges et investissements internationaux leur étant soumis. Cela passe notamment par des traités de « maîtrise des échanges et investissements internationaux ».

- une monnaie commune mondiale permettant d'échapper à la domination du dollar, qui a été repris dans le débat international comme une proposition chinoise sur laquelle nous pouvons nous appuyer.

C. Les débats piégés auxquels il faut s'attendre

La préparation à cette campagne suppose aussi de déminer le terrain des sujets piégés sur lequel s'avanceront les concurrents et adversaires. Parmi eux, sans prétendre à l'exhaustivité, on en peut citer plusieurs.

1. La dette

Entre annulation partielle, cantonnement de la dette dite « covid » (impossible à déterminer et qui est la moins coûteuse), restructuration/étalement, ce débat d'une part prépare à la cure d'austérité, d'autre part détourne le regard de la vraie question : l'efficacité des dépenses actuelles qui, si elle était assurée, créerait l'emploi et les revenus supplémentaires qui en assurent le remboursement.

2. Le revenu universel

Détaché de toute ambition sur l'emploi et la production, associé dans ses pires versions à l'affaiblissement des droits sociaux, le revenu universel est au mieux un mince filet de sécurité qui n'assure pas une vie digne, au pire le cache sexe d'un affaiblissement de la protection sociale. Dans tous les cas, il laisse le capital et les entreprises décider du volume d'emplois, et fracture la société entre ceux qui ont un travail et les autres. Notre ambition est au contraire donner à chacun des droits à participer aux activités humaines collectives et en retirer un revenu.

Enfin, il ne relève pas l'immense défi d'une nouvelle efficacité économique et sociale passant par la formation (liée à l'emploi) et la réduction massive du temps de travail. Il réduit la révolution informationnelle à la suppression d'emploi existants qu'il faudrait accompagner.

3. Le patriotisme économique

La « relocalisation » des activités va être à l'ordre du jour des programmes, même chez ceux qui continuent à laisser faire les délocalisations, voir les facilitent par les plans dits de relance. Au terme de « relocalisation » qui semble proposer le déménagement d'activités en sens inverse, nous préférons celui de « nouvelle localisation » ou de maîtrise de la répartition des activités là où sont les gens et les besoins. L'interdépendance internationale des chaînes de production et des centres de recherche est un phénomène irréversible, le concept de « souveraineté » utilisé sur le plan économique développe l'illusion de la collaboration de classe : travailleurs et capitalistes français seraient unis à l'intérieur de leurs frontières par les mêmes intérêts !

Il développe aussi l'illusion de l'autarcie, au lieu de mettre l'accent sur le besoin de coopérations. Mais pour que ces coopérations soient effectives, pour qu'elles se fassent à égalité, il y a nécessité d'être présents sur des segments d'activités stratégiques, de développer l'emploi efficace, avec la formation et de maîtriser l'utilisation de l'argent et ses transferts au sein des chaînes de valeur. Voilà le discours que nous devons tenir.

Or au nom du « patriotisme économique », et de ce qu'il symbolise en termes de concurrence jusqu'à la guerre, et de la « protection » par la frontière, le glissement est facile vers la « protection (prétendument) populaire » sur fondement identitaire et xénophobe. La nation, lieu d'expression et de défense éminent de la souveraineté populaire, est utilisée et pervertie en nationalisme, qui pousse le peuple vers les impasses l'extrême droite.

Notre message sur cette question délicate doit donc être affiné.

4. L'immigration contre l'emploi

Dans la même veine, démonter l'argument selon lequel c'est l'immigration qui crée le chômage et le déficit de la Sécurité Sociale est impératif, argumentaire chiffré en main.

5. Sécurité

L'actualité montre la complexité de l'approche, et la démagogie qui surgit de toutes parts pour opposer justice et police, libertés et sécurité.

Cinq points majeurs feront la différence :

- La mise en avant d'une sécurité sur toutes dimensions de la vie (physique, mais aussi sociale, professionnelle et d'émancipation), base indispensable pour le recul des trafics qui pourrissent la vie des quartiers.
- Les conditions du bon exercice d'une police nationale républicaine : recrutements, formation de qualité, missions, pouvoirs démocratiques des citoyens.
- ☒ L'opposition à la multiplication des polices parallèles armées : locales, sectorielles (transports, etc..), privées (commerces,..).
- Prévention et proximité
- Relation police-justice basée sur la confiance et la séparation des pouvoirs comme des rôles.

6. La question fiscale

« Taxer les riches » (ISF, autres taxes éventuelles) et combattre l'évasion fiscale seront certainement le point de ralliement des forces de gauche.

Piketty et Zucman sont au travail sur des propositions reliant impôt/allocation d'un capital de départ/revenu universel. Elle seront reprises par une bonne partie de la galaxie social-démocrate, ainsi que la plate-forme des associations « Pouvoir de vivre » (Hulot/CFDT, etc..). Il importe de ne pas contribuer à la diffusion des illusions sur le fait que cela ne résout pas le problème crucial de l'emploi et d'un revenu digne, ni celui de la création de richesses suffisantes et répondants aux besoins (sociaux et climatiques).

L'évasion fiscale, un vrai problème, suppose pour être combattue que les moyens d'investigation soient redonnés à l'administration, et que les salariés conquièrent des pouvoirs dans l'entreprise sur le suivi de l'utilisation de l'argent. Il faut donc sortir de l'austérité, réaliser des conquêtes démocratiques : elle n'est pas un levier de financement préalable au changement de politique, mais en est une conséquence heureuse. L'évasion fiscale peut être utilisée par les forces social-démocrates, comme par les gauchistes, afin d'éviter les deux grandes questions que sont l'utilisation des profits des entreprises et la création monétaire et son utilisation. Elle servira d'autre part à éviter le débat sur ce que font, produisent et décident les multinationales, en cantonnant le débat à celui du « bon » taux d'imposition des entreprises, donc à la répartition. Une fois le bon taux trouvé, les multinationales seraient quitte de leurs décisions en matière d'emploi, de santé ou d'écologie ? Enfin elle sera utilisée pour donner l'impression que toute mesure sociale sera financée de manière magique par la fin de l'évasion fiscale, Cette façon de faire est d'autant plus démagogique que l'objectif indispensable de faire reculer l'évasion fiscale demandera bien plus de temps pour être atteint que les délais exigés par les urgences sociales et écologiques.

Nous pouvons, au rebours, utiliser l'aspiration à la lutte contre l'évasion fiscale pour poser la question de la gestion des entreprises multinationales dominée par le capital et ses intérêts, pour faire monter l'enjeu de nouveaux pouvoirs dessus pour suivre une autre logique et pour révéler l'évasion beaucoup plus profonde – des salaires, des cotisations sociales, des investissements, bref l'ensemble des richesses créées par les entreprises, voire des emplois et des technologies – et poser la question d'une toute autre relation avec les entreprises multinationales : pour qu'elles entrent dans une autre logique économique.

- Le moyen financier préalable au changement, c'est reprendre la main sur les énormes masses financières issues de crédit bancaire et sur l'utilisation des profits (sans commune mesure avec les 5 milliards d'ISF qu'il faut bien sûr rétablir sans en faire l'alpha et l'oméga des sources de financement).
- Mettre en avant, comme pour les cotisations sociales, la logique de classe (capital/travail) de nos propositions fiscales à travers la généralisation de dispositifs de pénalisation/incitation en fonction du développement du travail versus du capital, pour modifier les choix stratégiques des entreprises avec une modulation pour développer emploi et formation et sanctionner le soutien au capital.
- Taper très fort contre la fiscalité indirecte, devenue de loin la première source du budget de l'Etat (TVA, taxe carbone, ...) qui va ressurgir. C'est par des offres alternatives et par des réglementations anti-pollution des producteurs que l'on défend efficacement l'environnement.